

Les Marocains de Catalogne dépriment

- La Catalogne est l'une des régions les plus endettées de l'État ibérique
- Le principe de la gratuité de l'enseignement et de la santé est abandonné au grand dam des Marocains contraints d'envoyer leurs enfants au Maroc

PAR AMAL BABA ALI

Il y a vingt ans, Barcelone, la capitale de la Catalogne se parait de ses plus beaux atours festifs pour recevoir les participants aux Jeux olympiques. Aujourd'hui, la région la plus riche d'Espagne sombre, à l'image du pays, dans une grande dépression, la contraignant à demander l'aide financière de l'État central. Le gouvernement régional a besoin, dans l'urgence, de 5,7 milliards d'euros en 2012. La Catalogne est l'une des régions les plus endettées de l'État ibérique qui ne sait plus où donner de la tête, tellement les trous budgétaires foisonnent de toutes parts. Cette situation menace directement les Marocains résidents dans cette communauté autonome, qui accueille la plus grande communauté marocaine établie en Espagne. Depuis le déclenchement de la crise en 2008, bon nombre de migrants marocains ont jeté l'ancre dans cette région, estimant qu'elle serait à l'abri de la morosité économique frappant la péninsule, vu la richesse de son tissu économique, réputé pour ses florissantes activités industrielles. «Nous



à partir du 1^{er} août, les sans-papiers n'auront plus accès aux centres hospitaliers espagnols.

étions assaillis par les demandes d'orientation de la part des nouveaux arrivants qui cherchaient à se faire une place sur le marché du travail catalan», explique cet acteur associatif marocain. «Malheureusement, les lacunes en matière de formation de nos concitoyens leur laissent peu

de choix et ils étaient obligés de répéter les erreurs du passé, en travaillant dans le secteur des BTP en tant que main-d'œuvre bon marché ou de recourir à des actions condamnables». D'ailleurs les problèmes n'ont pas tardé à se manifester. Début juillet, la police a arrêté 150 personnes et a procédé à la mise en examen de 277 autres accusés, pour livraison de faux contrats à des Marocains dans le but de berner le service de l'emploi et d'accéder aux allocations chômage. Dans cette affaire, la plupart des concernés sont tombés dans la clandestinité après la perte de leur emploi et cherchaient désespérément un contrat de travail pour régulariser leur situation et renouer avec la légalité. Ceux qui n'osent pas franchir ce pas, survivent grâce aux aides des associations de bienfaisance en attendant que la tempête se calme, d'autres font leur valise pour rentrer définitivement au bercail. «Cette dernière catégorie est de plus en plus nombreuse dernièrement. Si auparavant les

avantages qu'offrait la société d'accueil les aidaient à entretenir l'espoir d'un lendemain meilleur, ces commodités disparaissent peu à peu», ajoute notre source. En effet, la gratuité des soins médicaux n'est plus l'apanage du système sanitaire espagnol. De plus, la région de Catalogne est la première zone à introduire de nouvelles taxes sur les médicaments comme le paiement par les patients d'un euro par ordonnance, et comme un malheur ne vient jamais seul, à partir du 1^{er} août, les sans-papiers n'auront plus accès aux centres hospitaliers espagnols et ne seront admis que dans le service des urgences, selon la mesure adoptée par le gouvernement central. Pis encore, le principe de la gratuité de l'enseignement obligatoire est révolu, à cause de la hausse des frais d'inscription dans les établissements publics espagnols, ce qui a poussé des parents à envoyer leurs enfants au Maroc, souvent dans des villages, où ils sont contraints de s'adapter à la nouvelle réalité. Ce retour forcé engendre des situations dramatiques sur le plan social pour ces écoliers, menacés d'échec scolaire en bas âge. La crise n'a pas encore dit son dernier mot.